



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes de
discrimination à l'égard
des femmes**

Distr.
LIMITÉE

CEDAW/C/1997/L.1
17 janvier 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA
DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES
FEMMES
Seizième session
13-31 janvier 1997

ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA
DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES SUR LES TRAVAUX DE
SA SEIZIÈME SESSION

Projet de rapport

Rapporteur : Mme Aurora Javate DE DIOS (Philippines)

II. ORGANISATION DES TRAVAUX ET QUESTIONS DIVERSES

A. États parties à la Convention sur l'élimination de toutes
les formes de discrimination à l'égard des femmes

1. Au 31 janvier 1997, date de clôture de la seizième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 154 États étaient parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, que l'Assemblée générale avait adoptée par sa résolution 34/180 du 18 décembre 1979 et qui avait été ouverte à la signature, à la ratification et à l'adhésion en mars 1980 à New York. Conformément à son article 27, la Convention est entrée en vigueur le 3 septembre 1981.

2. Une liste des États parties à la Convention figure à l'annexe I au présent rapport.

B. Ouverture de la session

3. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a tenu sa seizième session du 13 au 31 janvier 1997, au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité a tenu ... séances plénières (...) et ses deux groupes de travail ont chacun tenu ... séances.

4. La session a été ouverte par la Présidente du Comité, Mme Ivanka Corti (Italie), que le Comité avait élue à sa quatorzième session, en janvier 1995.

5. Dans sa déclaration liminaire, Mme Angela E. V. King, Directrice de la Division de la promotion de la femme, a souhaité la bienvenue aux cinq nouveaux membres du Comité élus lors de la neuvième réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui s'est tenue en février 1996, et les a félicités pour leur élection. Elle a exprimé sa reconnaissance aux experts dont les mandats avaient pris fin en 1996.

6. Elle a souligné que le Comité tenait sa seizième session à un moment clef de l'histoire de l'Organisation des Nations Unies, juste après la nomination du nouveau Secrétaire général, au début de l'année marquant le cinquantième anniversaire de la Commission de la condition de la femme et alors que s'achevait un cycle important de conférences de l'ONU qui avaient permis de resserrer les liens entre tous les organismes des Nations Unies, les États Membres, la société civile et les organisations non gouvernementales et d'instaurer le cadre qui permettrait à tous ces acteurs de renforcer et d'améliorer leur action.

7. Elle a déclaré qu'il était encourageant pour le Comité de constater qu'un nombre croissant d'États ratifiaient ou adhéraient à la Convention; 154 États étaient désormais parties à la Convention, dont la ratification universelle d'ici à l'an 2000 apparaissait comme un objectif réaliste. La Présidente a fait remarquer que même si de nombreuses réserves, parfois importantes, subsistaient à l'égard de la Convention, des progrès avaient également été réalisés à cet égard. Elle a rappelé la résolution 51/68 de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1996, qui demandait instamment aux États d'envisager de limiter la portée de toute réserve qu'ils apportaient à la Convention afin de veiller à ce qu'aucune réserve ne soit incompatible avec l'esprit même de la Convention ou ne soit contraire aux droits des traités, et de réexaminer périodiquement leurs réserves en vue de les retirer. En ce qui concernait les réunions du Comité prévues au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention, elle a rappelé que l'Assemblée générale, dans sa résolution 50/202 du 22 décembre 1995, avait approuvé un amendement à cet article qui devait recueillir l'approbation des deux tiers des États parties à la Convention. Au 10 janvier 1997, 11 États parties avaient accepté l'amendement. Elle a ensuite ajouté que l'Assemblée générale, dans sa résolution 51/68, avait approuvé la tenue par le Comité de deux sessions annuelles de trois semaines chacune, pendant une période intérimaire. Elle a informé le Comité que cette mesure serait applicable dès la dix-septième session du Comité qui se tiendrait du 7 au 25 juillet 1997 et qui serait précédée de la réunion d'un groupe de travail présession du 30 juin au 3 juillet 1997.

8. La Directrice a décrit les mesures positives prises par le Secrétariat, notamment celles qui encourageaient les États parties qui n'avaient pas présenté de rapports au Comité à le faire dès que possible ainsi que celles qui les incitaient à agir conformément à l'esprit du Programme d'action adopté par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à se mettre à jour d'ici à l'an 2000 en ce qui concernait la présentation de leurs rapports. Elle a également indiqué que les efforts se poursuivaient en vue d'élaborer une procédure de présentation de communications par le biais d'un protocole facultatif à la Convention. Elle a rappelé que lors de la quarantième session de la Commission de la condition de la femme en 1996, un groupe de travail à

composition non limitée s'était également réuni pour examiner les éléments d'un tel protocole, en se fondant sur la suggestion No 7 formulée par le Comité à sa quatorzième session en 1995. Le groupe de travail devrait poursuivre ses travaux durant la quarante et unième session de la Commission.

9. Au titre du point 8 de l'ordre du jour, la Directrice a proposé que le Comité se penche, à titre préliminaire, sur le projet révisé de règlement intérieur qui serait ensuite examiné en détail lors de la dix-septième session. Au cours de la session en cours, le Comité aborderait la question de ses relations avec les organisations non gouvernementales et de ses méthodes de travail. Il examinerait également ses relations de travail avec les autres organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, les rapporteurs spéciaux, y compris le Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences ainsi qu'avec les rapporteurs nationaux. Elle a souhaité beaucoup de succès au Comité dans les efforts qu'il déployait pour assurer le suivi de l'application de la Convention et pour formuler des recommandations générales qui constitueraient un outil précieux, soulignant que le Comité continuerait au cours de la session à rédiger une recommandation générale sur les articles 7 et 8.

C. Participation

10. Tous les membres du Comité ont participé à la seizième session, à l'exception de Mme Désirée P. Bernard, Mme Sunaryati Hartono et Mme Kongit Sinegiorgis. Toutefois, Mme Mervat Tallawy a participé aux travaux du 17 au ... janvier 1997; Mme Ginko du ... au ... janvier et Mme Yung-Chung Kim du 13 au 17 janvier 1997.

11. La liste des membres du Comité ainsi que la durée de leur mandat figure à l'annexe II au présent rapport.

D. Déclaration solennelle

12. À l'ouverture de la seizième session, les membres nouvellement élus, à savoir Mme Ayse Feride Acar (Turquie), Mme Yolanda Ferrer Gómez (Cuba), Mme Aída González Martínez (Mexique), Mme Yung-Chung Kim (Corée) et Mme Anne Lise Ryel (Norvège), ainsi que les six membres réélus, Mme Carlota Bustelo (Espagne), Mme Silvia R. Cartwright (Nouvelle-Zélande), Mme Salma Khan (Bangladesh), Mme Ahoua Ouedraogo (Burkina Faso) et Mme Hanna Beate Schöpp-Schilling (Allemagne) ont prononcé, avant de prendre leurs fonctions, la déclaration solennelle prévue à l'article 10 du règlement intérieur du Comité.

E. Élection du bureau du Comité

13. À sa 310e séance, le 13 janvier 1997, le Comité a élu par acclamation, pour une durée de deux ans (1997-1998), les membres du bureau suivants, conformément à l'article 19 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et aux articles 13 et 14 de son règlement intérieur : Mme Salma Khan (Bangladesh), Présidente; Mme Charlotte Abaka (Ghana), Mme Carlota Bustelo (Espagne) et Mme Miriam Estrada (Équateur), Vice-Présidentes; et Mme Aurora Javate de Dios (Philippines) Rapporteur.

/...

F. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

14. Le Comité a examiné l'ordre du jour et l'organisation des travaux provisoires (CEDAW/C/1997/1) à sa 310e séance, le 13 janvier 1997. L'ordre du jour a été adopté comme suit :

1. Ouverture de la session.
2. Déclaration solennelle des nouveaux membres du Comité.
3. Élection du bureau.
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
5. Rapport de la Présidente sur les activités entreprises depuis la quinzième session du Comité et examen du rapport de la septième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et des dispositions prises par l'Assemblée générale en ce qui concerne lesdits organes.
6. Examen des rapports présentés par les États parties en vertu de l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
7. Application de l'article 21 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
8. Moyens d'accélérer les travaux du Comité.
9. Ordre du jour provisoire de la dix-septième session.
10. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa seizième session.

G. Rapport du groupe de travail présession

15. À sa neuvième session, le Comité avait décidé¹ qu'un groupe de travail présession se réunirait pendant cinq jours avant chacune de ses sessions, afin de préparer une liste de questions concernant les deuxièmes rapports périodiques et les rapports périodiques suivants, qui seraient examinés par le Comité pendant sa session. Le Comité a décidé que ses membres devraient présenter au Secrétariat les questions provisoires sur certains pays et sur des articles précis de la Convention avant que le groupe de travail ne se réunisse.

16. À sa quinzième session, le Comité avait décidé que les quatre membres suivants représentant différents groupes régionaux participeraient aux activités du groupe de travail :

Ivanka Corti (Europe)
Tendai Ruth Bare (Afrique)
Aurora Javate de Dios (Asie et Pacifique)
Miriam Estrada (Amérique latine et Caraïbes)

17. Conformément à l'ordre du jour provisoire du Comité (CEDAW/C/1997/1), le groupe de travail a établi une liste de questions ayant trait aux rapports de cinq pays : Canada, Danemark, Philippines, Turquie et Venezuela.

18. Le groupe de travail présession a constaté que la majorité des rapports qu'il avait examinés avaient respecté les directives prescrites par le Comité pour la présentation des rapports. Il a ainsi pu évaluer les progrès réalisés par les États parties dans l'application de la Convention depuis la présentation du dernier rapport au Comité. Le groupe a invité les États parties à continuer de suivre les directives du Comité en ce qui concernait la présentation des rapports afin d'accélérer ses travaux et de lui permettre d'analyser plus en détail les progrès accomplis par chacun d'eux. Le groupe de travail présession a également relevé que la plupart des rapports qui lui avaient été soumis pour examen avaient été établis avant la tenue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. En conséquence, les directives révisées régissant la présentation des rapports formulés par le Comité à sa quinzième session n'étaient pas applicables. Toutefois, le groupe de travail a saisi cette occasion pour soulever des questions relatives à l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et à la mise en oeuvre des engagements pris par chaque État partie durant la Conférence.

19. À la ... séance, le ... janvier 1997, la Présidente du groupe de travail présession a présenté le rapport du groupe (CEDAW/C/1997/CRP.1) dans lequel elle dit ...

H. Composition et organisation des travaux des groupes de travail

20. À sa 311e séance, le 13 janvier 1997, le Comité a décidé de la composition de ses groupes de travail permanents : le groupe de travail I, qui serait chargé d'examiner les moyens d'accélérer les travaux du Comité, et le groupe de travail II, qui serait chargé d'examiner les modalités d'application de l'article 21 de la Convention.

21. Le groupe de travail I était composé des membres suivants du Comité : Ivanka Corti, Miriam Estrada, Yolanda Ferrer Gómez, Aída González Martínez, Salma Khan, Ahoua Ouedraogo, Hanna Beate Schöpp-Schilling et Lin Shangzen.

22. Le groupe de travail II était composé des membres suivants du Comité : Charlotte Abaka, Ayse Feride Acar, Emna Aouij, Tenda Ruth Bare, Carlota Bustelo Silvia R. Cartwright, Ivanka Corti, Aurora Javate de Dios, Yolanda Ferrer Gómez, Aída González Martínez, Anne Lise Ryel, Carmel Chalev, Yung-Chung Kim et Salma Khan.

Note

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 38 et rectificatif (A/45/38 et Corr.1), par. 28 à 31.
